



CAF de LOIR-ET-CHER

**Travaux relatifs au réaménagement du 1^{er} étage
de la Caisse d'Allocations Familiales de Loir-et-
Cher (41)**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché public n° 2025/TRAV/01












SYNTHESE DU CONTRAT	
	<u>TYPE DE MARCHÉ</u> Marché public de travaux
	<u>OBJET DU MARCHÉ</u> Réaménagement d'une partie du 1 ^{er} étage de la CAF de Loir-et-Cher
	<u>MAITRE D'OUVRAGE</u> Caisse d'Allocations Familiales de Loir-et-Cher
	<u>CONSIDERATION ENVIRONNEMENTALE</u> Aucune
	<u>CONSIDERATION SOCIALE</u> Aucune
	<u>PROCEDURE DE PASSATION</u> Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1 1° du code de la commande publique
	<u>LIEU D'EXECUTION</u> CAF de Loir-et-Cher, 6 rue Louis Armand, 41015 BLOIS Cedex
	<u>TRANCHES</u> Aucune
	<u>ALLOTISSEMENT</u> Le marché est divisé en 4 lots.
	<u>PRIX</u> Marché à prix ferme et actualisable
	<u>DUREE</u> 21 semaines

Table des matières

1.	Objet du marché	6
2.	Lieu d'exécution.....	6
3.	Allotissement.....	6
4.	Variante.....	6
5.	Tranches.....	7
6.	Phases	7
7.	Prestations similaires.....	7
8.	Durée du marché.....	7
a.	Entrer en vigueur et durée du marché	7
b.	Délai d'exécution	7
9.	Parties au marché	8
9.1.	Parties principales au marché	8
a.	Maitrise d'ouvrage	8
b.	Maitrise d'œuvre	8
c.	CSPS.....	8
d.	Missions de contrôle technique	8
9.2.	Autres parties au marché	9
a.	Titulaire du marché	9
b.	Sous-traitance.....	9
10.	Pièces contractuelles.....	10
11.	Modalités d'exécution	11
a.	Connaissance du site	11
b.	Le calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	12
c.	Sujétions normalement prévisibles	12
d.	Ordres de services	12
e.	Locaux mis à disposition	12
12.	Obligations du titulaire	13
a.	Qualité et contrôle des matériaux et produits	13
b.	Mesures de sécurité et protection de la main d'œuvre	13
c.	Protection de l'environnement	14
d.	Changements affectant le titulaire	14
e.	Confidentialité et discrétion	14
f.	Obligations de sécurité.....	15

g.	Plan de prévention	15
h.	Obligations de conseil	15
13.	Fixation du prix et sa révision.....	15
a.	Contenu des prix	15
b.	Forme des prix	16
c.	Variation des prix	16
14.	Avances et garanties	18
a.	Les avances.....	18
b.	Retenue de garantie.....	18
c.	Délai de garantie	18
d.	Délai d'intervention par application des garanties.....	19
15.	Modalités de règlement des acomptes	19
a.	Les projets de décomptes mensuels et acomptes mensuels	19
b.	Les décomptes et acomptes provisoires.....	19
c.	Les décomptes et acomptes finaux	20
d.	Transmission des décomptes	20
e.	Les délais de paiement.....	21
f.	Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	21
16.	Pénalités	21
16.1	Pénalité pour retard ou absence.....	21
a.	Retard dans les travaux.....	21
b.	Retard dans la fourniture de documents	22
c.	Absence ou retard aux réunions de chantier, sur convocation par voie de compte rendu de chantier.....	22
16.2	Pénalités pour infractions aux prescriptions du chantier	22
a.	Pénalités pour manquement contractuel	23
b.	Pénalités pour manquement aux obligations d'hygiène et d'entretien des locaux.....	23
16.3	Modalité d'application des pénalités	23
17.	Contrôle et réception des travaux.....	23
a.	Opérations préalables à la décision de réception	23
b.	Opération de réception.....	24
c.	Délai de levé des réserves	24
d.	Mise à disposition.....	25
e.	Assurance	25
18.	Résiliation	25

18.1	Résiliation du marché aux torts du titulaire	25
18.2	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	26
18.3	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	26
a.	En cours d'exécution du marché	26
b.	Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	26
19.	Lutte contre le travail illégal	26
a.	Obligation d'identification des travailleurs.....	26
b.	Lutte contre le travail dissimulé	27
c.	Emploi de travailleurs étrangers ou détachés	27
20.	Autres obligations.....	27
a.	Garantie et responsabilité	27
b.	Assurance qualité.....	28
c.	Responsabilité.....	28
21.	Protection des données personnelles.....	28
22.	Règlement des conflits	28
23.	Dérogation au CCAG – Travaux de 2021	28

I- Législation applicable

Le présent marché est conclu en application de la réglementation applicable aux Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale, l'arrêté du 19 juillet 2018 pris pour son application, et conformément aux dispositions du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

II- Dispositions Générales

1. Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières concerne un marché public de travaux portant sur le réaménagement du 1^{er} étage de la Caisse d'allocations familiales (ci-après « CAF ») de Loir-et-Cher situé au sein du bâtiment de l'Union Immobilière des Organismes de sécurité sociale situé au 6 rue Louis Armand, 41015 BLOIS Cedex.

La consistance des travaux et l'étendue des prestations sont décrites de manière détaillée au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « CCTP »).

2. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution de l'ensemble des travaux est à la CAF de Loir-et-Cher,
6 rue Louis Armand
41015 BLOIS CEDEX

Si les travaux auront lieux majoritairement au premier étage de la Caisse d'Allocations Familiales, des travaux annexes ou de raccordement pourront avoir lieu à d'autres endroits du site, aux emplacements prédéfinis dans le CCTP ou par le maître d'œuvre.

3. Allotissement

Les présent marché est scindé en 4 lots qui se composent comme suit :

- Lot 1 : Cloisons / Faux Plafonds / Menuiseries Bois / Menuiseries Aluminium
- Lot 2 : Electricité – courant faible – courant fort
- Lot 3 : CVC
- Lot 4 : Peinture / Revêtement des sols

4. Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées au sein du présent marché.

5. Tranches

Le présent marché ne contient aucune tranche.

6. Phases

Le présent marché est composée de deux phases, faisant intervenir chacun des soumissionnaires lors de l'exécution de chacune des phases.

La décomposition des phases est celle instaurée par le calendrier prévisionnel d'exécution.

7. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

8. Durée du marché

a. Entrer en vigueur et durée du marché

Le marché entre en vigueur dès la notification du marché au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux.

Le marché est conclu jusqu'à la date de fin des garanties contractuelles.

b. Délai d'exécution

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux, le calendrier d'exécution des travaux détaille l'ensemble des phases, ainsi que les périodes de préparation et de réception.

Les délais de chacune des phases comprennent :

- Les périodes de congés payés ;
- La période de préparation ;
- Les opérations préalables à la réception ;
- Les opérations de réceptions, comprenant le délai d'intervention de l'avis de la commission de sécurité et d'accessibilité ;
- Le repliement du matériel, le nettoyage et la remise en état éventuelle des lieux à partir duquel il est procédé aux OPR

Le marché comprend une période de préparation de 3 semaines, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG – travaux.

La durée du chantier est de 21 semaines, période préparation et de réception comprises.

Les délais de réalisation des travaux (pour chaque lot) sont indiqués dans le calendrier prévisionnel joint au dossier de consultation des entreprises.

9. Parties au marché

9.1. Parties principales au marché

a. Maitrise d'ouvrage

La Caisse d'Allocations Familiales est l'instructeur du présent marché.

La CAF est le maître d'ouvrage au sens de l'article L. 2411-1 CCP, elle est représentée par sa directrice, Madame Delphine LEVY.

b . Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement composé comme suit :

- **CABINET TESSIOT** (mandataire du groupement) - Maître d'œuvre et mission OPC
43 rue des Chaumes, 18110 Saint Eloy de Gy
- **Jean Pascal FOURES** – architecte
1 quai Rennequin Sualem 78380 Bougival
- **INGECONSULT** - bureau d'étude Fluide
49 rue de la Mairie 37210 Parçay Meslay
- **INGESEPT** - bureau d'étude électricité
61 ue du mûrier, 37540 Saint-Cyr-sur-Loire

c . CSPS

La coordination sécurité et protection de la Santé (CSPS) est assurée par :

- **SOCOTEC – Agence construction Blois**
10 rue Claude Bernard
41000 BLOIS

d . Missions de contrôle technique

Les missions de contrôle technique sont assurées par :

- **QUALICONSULT**
22 rue de la Milletière
37100 TOURS

9.2. Autres parties au marché

a. Titulaire du marché

Un lot constitue un marché.

Le titulaire du marché est entendu comme titulaire du lot.

Dès la notification du marché « le Titulaire » désigne une personne physique et un suppléant qui le représente vis-à-vis du Maître de l'ouvrage pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récuser, par une décision motivée, toute personne désignée. Le titulaire dispose alors de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire du marché peut se présenter seul, avec des cotraitants ou sous la forme d'un groupement d'opérateur économique.

Dans ce dernier cas, le groupement peut être conjoint ou solidaire, tel que défini dans le code de la commande publique.

Conformément à l'article 3.5 du CCAG travaux, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement quant à leurs obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date de fin du délai de garantie de parfait achèvement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement, l'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et à ses cotraitants membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché, les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser l'ensemble des prestations. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

b . Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du CCP, ainsi que l'article 3.6 du CCAG – travaux la sous-traitance de ce marché est possible.

La déclaration au maître d'ouvrage de tout sous-traité, ainsi que le paiement direct pour les sous-traitants direct aux marchés supérieurs à 600 euros T.T.C. sont obligatoires.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par le maître d'ouvrage est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

La sous-traitance totale du présent marché est interdite.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives de l'article 52 du CCAG - travaux.

Ainsi, lorsque le titulaire ne se conforme pas à la législation en matière de sous-traitance, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra joindre :

- A nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom ou la dénomination sociale du sous-traitant ;
- L'adresse du sous-traitant ;
- Le montant maximum HT des sommes à verser en cas de paiement direct du sous-traitant.
(La TVA due par le preneur assujetti et la mention « d'autoliquidation » doivent être mentionnées, conformément au 2^{onies} de l'article 283 du Code générale des impôts, sur la facture original) ;
- Une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder à la commande publique ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant et les qualifications du sous-traitant correspondant aux prestations sous-traitées ;
- Pour les sous-traitants directs, un relevé d'identité bancaire ;
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement

Il est recommandé d'utiliser les formulaires DC2 et DC4 (disponibles via ce lien : [Les formulaires de déclaration du candidat | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)) pour réunir les informations demandées ci-dessus.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

De surcroit, toutes les obligations mises à la charge du titulaire du marché notamment en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ainsi que de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du titulaire. En cas de non-respect de ces dernières, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts selon l'article 50.3 du CCAG – travaux.

10. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – Travaux, les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 7 annexes ;
- La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).
- Le cahier des clauses administratives générales – travaux (CCAG) de 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;

En cas de contradiction entre les pièces citées ci-dessus, c'est la pièce qui porte le numéro le moins élevé qui prévaudra sur les suivantes.

En cas de non-concordance entre plusieurs documents techniques, la décision revient de droit au Maître d'ouvrage.

En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

11. Modalités d'exécution

Le titulaire du présent marché exécutera les travaux objets du présent marché conformément aux textes législatifs, aux règlements, aux normes françaises, aux documents techniques unifiés (DTU), aux règles de l'art et aux règles professionnelles en vigueur, et notamment ceux visés aux CCTP.

De surcroît, le titulaire respectera l'ensemble des précautions d'utilisation et des précautions des fabricants des produits et matériels utilisés dans le cadre de la prestation.

a. Connaissance du site

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance de tous les plans utiles à la réalisation des travaux, des lieux et terrains et de tous les éléments généraux et locaux, en relation avec l'exécution des travaux ;
- Apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités ;
- Procédé à **une visite du site, qui est au demeurant obligatoire**, et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux accès et aux abords, à la topographie, à la nature des terrains, à l'organisation et au fonctionnement du chantier ;
- Contrôlé toutes les indications des plans et s'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'Ouvrage.

Ainsi, le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante des sites d'implantation des ouvrages, ou de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux.

Le titulaire devra tenir compte de l'ensemble des frais résultants de la présence de réseaux divers (eau, gaz, électricité, égouts...) et, ainsi, ce dernier devra prendre toutes les précautions pour assurer leur protection et leur maintien en service durant l'exécution des travaux.

b. Les calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

• Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de consultation des entreprises (DCE) est contractuel.

• Calendrier détaillé d'exécution

Par application de l'article 28.2 CCAG-travaux, le titulaire rédigera un programme d'exécution des travaux. Ce programme d'exécution comprend un calendrier détaillé d'exécution.

Ce calendrier devra respecter a minima les prescriptions de l'article 28.2 du CCAG – travaux.

c. Sujétions normalement prévisibles

L'attention du titulaire est attirée sur les sujétions résultants de l'exécution des travaux sur un bâtiment de la sécurité sociale. **Les travaux ont lieu sur site occupé.**

Le maître d'ouvrage a toute liberté pour ordonner les mesures qui lui semblent nécessaires pour réduire au minimum les inconvénients prévisibles.

Ainsi, sur décision du maître d'ouvrage, le titulaire pourra être amené à arrêter momentanément les travaux perturbant le bon fonctionnement des activités de la sécurité sociale.

Il supportera en conséquence les éventuels décalages de planning, et toutes les dépenses qui y sont liés.

En outre, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pendant les travaux afin d'assurer la sécurité et le confort du personnel, ainsi que des usagers, des tiers et de leurs biens.

d. Ordres de services

L'article 3.8 du CCAG – travaux est applicable.

e. Locaux mis à disposition

Le maître d'ouvrage met, gratuitement, à disposition des prestataires :

- Un local servant de bureau de chantier,
- Des WC (qui seront désigné ultérieurement),
- Les consommables sanitaires (savon, papier hygiéniques, essui main),
- Les fluides (eau, chauffage et électricité).

Ces locaux doivent être entretenus de manière normale et courante par les titulaires.

Un entretien normal et courant des installations sous-entend de laisser, chaque soir, les locaux, sols et le mobilier (dont font partie les WC) propres.

Tout manquement à ces obligations d'hygiène et de propreté pourra faire l'objet de pénalité tel que défini à l'article 16 du présent CCAP.

12. Obligations du titulaire

a. Qualité et contrôle des matériaux et produits

Les dispositions des articles 21 à 24 du CCAG – travaux sont d'application directes.

Ainsi, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché, et plus précisément le CCTP.

De plus, le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux utilisés.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit.

En outre, Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes. Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois à la date d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Le titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit.

Au visa de l'article 24 CCAG – travaux, des vérifications quant à la conformité des produits et matériaux peuvent être faites par le maître d'œuvre.

b. Mesures de sécurité et protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n° 87, 98, 29, 105, 100, 111, 138 et 182).

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage, se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions : le titulaire apporte ces preuves par tous moyens significatifs, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG – travaux applicable, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

c. Protection de l'environnement

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG – travaux applicable, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier de l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

d. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter
- La forme de l'entreprise
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Son adresse ou siège social
- La cession d'une ou différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité
- Ses coordonnées bancaires
- Tout autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché

Le titulaire fait parvenir au pouvoir adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 à jour des modifications, ou pour les entreprises n'en possédant pas, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal d'annonce légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

e. Confidentialité et discrétion

Le titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5.1 du CCAG – travaux. Notamment, le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

f. Obligations de sécurité

Le titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant- dans les locaux du maître d'ouvrage, et notamment à celles issues du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le titulaire de les communiquer à son personnel.

De surcroît, les travaux auront lieu en site occupé. Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter ou de réduire au maximum les potentiels désagréments (auditifs notamment) sur le site de la CAF.

Le titulaire devra se conformer aux obligations de l'article 31.4 du CCAG – Travaux.

g. Plan de prévention

L'arrêté du 19 mars 1993 fixant en application de l'article R. 4512-7 du Code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention, en son article 1 point 12 précise que l'établissement d'un plan de prévention est obligatoire pour les « Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965. »

De ce fait, lors de la période de préparation, un plan de prévention sera réalisé et rempli conjointement entre le titulaire et le maître d'ouvrage à la suite d'une inspection des lieux.

Le plan de prévention sera signé en deux exemplaires, une pour chaque partie.

h. Obligations de conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil envers le maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, à charge pour le titulaire de les communiquer à son personnel.

13. Fixation du prix et sa révision

a. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses mentionnées à l'article 9.1 CCAG – Travaux.

Les prix sont établis hors T.V.A. Le taux de TVA à appliquer est conforme aux textes en vigueur lors de la réalisation des travaux.

b. Forme des prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix inscrits dans l'annexe financière comprennent tous les postes nécessaires à la réalisation des prestations conformément au CCTP et à la réglementation en vigueur.

En conséquence, il est expressément entendu que le titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans le CCTP.

Il est précisé que les prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que le maître d'ouvrage entend allouer pour l'exécution parfaite des ouvrages, conformément aux meilleures règles de l'art.

Les prix sont établis en tenant compte des stipulations de l'article 9.1 du CCAG – Travaux complété par ce qui suit, de manière non limitative :

- Du cantonnement des prestataires ;
- Les dépenses pour l'exécution complète du marché,
- A l'entretien, la maintenance et au dépannage des équipements et ce, jusqu'à la réception sans réserve des installations par le maître d'ouvrage
- L'établissement de tous les documents, plans, notes de calcul, schémas, notices explicatives...
- Des frais résultants des mesures nécessitées par la protection des équipements jusqu'à leur réception et des biens du maître d'ouvrage situés dans les zones de chantier, de frais de gardiennage du chantier et de toutes clôtures rendues nécessaires par les règles de sécurité du chantier, notamment à l'égard du public.
- Les sujétions imposées par la réalisation de mesures ou d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par le titulaire, le maître d'œuvre, ou un organisme extérieur mandaté par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

c. Variation des prix

• Dispositions générales

Compte tenu de la durée des travaux, les prix sont fermes pour la durée totale d'exécution du marché.

Les dispositions de l'article 9.4.2 du CCAG Travaux s'appliquent.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ces prix seront actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

- **Modalités d'application**

Les articles 9.4.3 et 10.5 du CCAG travaux sont d'application direct.

La formule d'actualisation des prix est la suivante :

Prix actualisé = prix initial x (indices ou index à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indices ou index de la date de fixation du prix dans l'offre).

Cas spécifique : pour les lots regroupant plusieurs index, ils doivent être pondérés par le % que chaque index représente au sein de son lot.

Son application est la suivante pour chacun des lots :

- **Lot 1 : Cloisons / Faux Plafonds / Menuiseries Bois / Menuiseries Aluminium**

Prix actualisé = prix initial x (indice 001710954 - index BT 08 – plâtre et préfabriqués – Base 2010 à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indice 001710954 - index BT 08 – plâtre et préfabriqués – Base 2010 à la date de fixation du prix dans l'offre).

- **Lot 2 : Electricité – courant faible – courant fort**

Prix actualisé = prix initial x (indice 001710979 - index BT 47 – Electricité – Base 2010 à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indice 001710979 - index BT 47 – Electricité – Base 2010 à la date de fixation du prix dans l'offre).

- **Lot 3 : CVC**

Prix actualisé = prix initial x (indice 001710972 - index BT 38 – Plomberie sanitaire – Base 2010 à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indice 001710972 - index BT 38 – Plomberie Sanitaire – Base 2010 à la date de fixation du prix dans l'offre).

- **Lot 4 : Peinture / Revêtement des sols**

Prix actualisé = prix initial x (0.78 ((indice 001710956 - index BT 10 – Revêtements en plastique – Base 2010 à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indice 001710956 - index BT 10 – Revêtements en plastique – Base 2010 à la date de fixation du prix dans l'offre)))

+

(0.22 ((indice 001710978 - index BT 46 – Peinture, tenture, revêtements muraux – Base 2010 à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indice 001710978 - index BT 46 – Peinture, tenture, revêtements muraux – Base 2010 à la date de fixation du prix dans l'offre))).

14. Avances et garanties

a. Les avances

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et suivants du CCP, une avance est accordée de droit au titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché est supérieur à 50.000euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le titulaire peut refuser cette avance via l'acte d'engagement.

b. Retenue de garantie

Une retenue de garantie est mise en place pour chacun des lots du marché, conformément à l'article R. 2191-32.

Cette dernière a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celle formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le délai de garantie susmentionnée est d'un an.

Ainsi, le titulaire du présent marché est soumis à une retenue de garantie égale à cinq pour cent (5%) du montant T.T.C. initiale du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution dans les conditions prévues à l'article R. 2191-32 du Code de la commande publique.

Cette dernière est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente (30) jours après la date de leur levée.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du Titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-35 et suivants du Code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

c. Délai de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an à compter de la réception des travaux. Les ouvrages sont également couverts par les garanties légales biennales et décennales en fonction de leur classification.

La garantie de bon fonctionnement est fixée à deux (2) ans à compter de la réception des travaux.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de rectifier tous les défauts de fonctionnement quelle qu'en soit la nature et sous les seules restrictions mentionnées ci-dessous.

Si à l'expiration des délais de garantie, le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le Titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

La garantie contre les vices cachés est également applicable.

d. Délai d'intervention par application des garanties

Le titulaire s'engage à intervenir, à compter de l'appel des services techniques du maître d'ouvrage prescrivant une intervention pour tous types de désordres couverts, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés.

Passé ce délai, le Maître d'ouvrage fera exécuter les travaux aux frais, risques et périls du Titulaire dans les conditions de l'article 1792-6 alinéa 4 du code civil. Lequel n'aura pas la faculté de contester le coût des travaux effectués pour son compte.

Le titulaire peut sous-traiter ce type d'intervention à un tiers de son choix. Si le titulaire en fait la demande, le pouvoir adjudicateur lui communique le nom des entreprises en charge de la maintenance des installations et des équipements similaires à ceux couverts par la garantie de parfait achèvement.

15. Modalités de règlement des acomptes

a. Les projets de décomptes mensuels et acomptes mensuels

L'article 12 CCAG – Travaux est d'application directe.

Chaque demande de paiement comportera, outre les mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La dénomination sociales, n° de SIRET et adresse du titulaire
- Le numéro de facture
- Le numéro de marché et son objet
- La date d'exécution des prestations, La quantité précise et la dénomination des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxe et le montant de la taxe à payer,

b. Les décomptes et acomptes provisoires

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution pourront donner lieu à la présentation d'acomptes de la part du titulaire.

Il est fait application de l'article 12 du CCAG – travaux.

c. Les décomptes et acomptes finaux

Par application de l'article 12.3.2 CCAG – travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception définitive des travaux telle qu'elle est prévue à aux articles 40, 41 et 42 du CCAG – travaux.

Si la réception des travaux donne lieu à des réserves, il est fait application des articles 41.5 et 41.6 du CCAG – Travaux.

En application de l'article 12.3.4 du CCAG – travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, ; le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Le maître d'œuvre est destinataire en copie de la mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'œuvre établit alors d'office et aux frais du titulaire le décompte final. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général définitif tel que défini à l'article 12.4

Le décompte général définitif comporte les informations énumérées à l'article 12.4.1 du CCAG – travaux.

L'article 12.4.2 CCAG – travaux s'applique entièrement.

Le maître d'ouvrage notifie, au titulaire, le décompte général dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG – travaux, il est laissé une durée d'un (1) mois au maître d'ouvrage à compter de la réception des documents pour notifier le décompte général au titulaire.

d. Transmission des décomptes

Les factures sont transmises sous formes électroniques, conformément aux articles L. 2192-1 et L. 2192-2 du CCP.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont faites soit par mail soit effectuées via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

e. Les délais de paiement

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-23 à R.2191-31 du CCP.

Conformément à l'article R. 2192-10 du CCP, le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours pour les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

Le comptable assignataire des paiements de l'établissement maître d'ouvrage, Madame Marie-Pierre DETCHEPARE, Directrice Comptable et Financier de la CAF de Loir-et-Cher.

Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

f. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit à des intérêts moratoires, ainsi que des indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement conformément à l'article L. 2192-13.

Ces droits sont accordés dans les conditions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du CCP.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui du taux de la banque centrale européenne (BCE) en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, selon l'article R. 2192-31 du CCP.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé de manière réglementaire à quarante (40) euros.

16. Pénalités

16.1 Pénalité pour retard ou absence

a. Retard dans les travaux

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG-travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, et sans mise en demeure préalable, le titulaire subira une pénalité forfaitaire journalière, par jour ouvré, d'un montant de 80 € hors taxes de l'ensemble du marché.

Enfin, il est rappelé que le délai global du marché comprend le démarrage, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En cas de retard dans ces opérations et **après mise en demeure** restée sans effet, elles pourront être exécutées par le maître d'ouvrage aux risques et frais du titulaire défaillant.

Concernant les retards dans les travaux et interventions pour la levée des réserves. Une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard est appliquée jusqu'à ce que les réserves soient levées. Si les travaux concernant les réserves sont effectués aux risques et aux coûts du titulaire, les pénalités ne sont dûes que jusqu'au choix du nouvel opérateur économique.

Les délais intermédiaires de réalisation de chacune des phases sont contractuels ainsi que le délai global d'exécution des travaux.

Des pénalités provisoires peuvent être appliquées sous forme de retenues sur les décomptes mensuels, en cas de retard constaté par rapport aux délais intermédiaires mentionnés dans le calendrier d'exécution.

Ces pénalités seront d'un montant égal aux retenues de garantie.

Le montant définitif de la pénalité est arrêté au terme du marché, au sein du décompte général et définitif, au regard du respect du délai global d'exécution.

Dans le cas où le titulaire a rattrapé son retard et respecté le délai global d'exécution, les retenues provisoires lui sont restituées.

b. Retard dans la fourniture de documents

En cas de retard dans la transmission de documents visés à l'article 40 du CCAG – travaux qui doivent être remis par le titulaire au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre, une pénalité forfaitaire s'applique. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG – travaux, cette pénalité forfaitaire s'applique sans mise en demeure préalable. Elle est égale à 300 euros pour jour ouvré de retard.

c. Absence ou retard aux réunions de chantier, sur convocation par voie de compte rendu de chantier

Le maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 euros par absence, et de 100 euros par retard en cas d'absence ou de retard aux réunions de chantier.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer ces pénalités s'il juge que l'absence ou le retard est dû à des causes étrangères et indépendantes de la volonté du titulaire.

16.2 Pénalités pour infractions aux prescriptions du chantier

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier : 150 euros par infraction constatée
- Dépôt de matériaux en dehors des zones prescrites : 150 euros par jour et par m3
- Non-respect des contraintes imposées par le site : 100 euros par constat
- Non-respect des délais de prévenance : 150 euros par jour ouvré

- Non nettoyage du cheminement du chantier, des voiries et abords du chantier : 300 euros par infraction constatée.
-

a. Pénalités pour manquement contractuel

Tout autre manquement aux dispositions contractuelles pourra faire l'objet d'application de pénalités d'un montant de 50€.

b. Pénalités pour manquement aux obligations d'hygiène et d'entretien des locaux

Comme précisé à l'article 11 petit « e » du présent CCAP, des locaux sont gracieusement mis à disposition des prestataires.

En cas de simple constatation par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre que lesdits locaux ne sont pas entretenus de manière normale, tel que défini à l'article susmentionné, une pénalité de 50€ par infraction pourra être appliquée.

Cette pénalité sera appliquée sans distinction à toutes les entreprises présentes sur le chantier jour de la constatation.

16.3 Modalité d'application des pénalités

L'application des pénalités ci-dessus est laissée à l'initiative du maître d'ouvrage qui conserve également la possibilité de refuser le travail réalisé par le titulaire, d'en prescrire la refaçon totale ou partielle aux frais du titulaire.

Toutes les pénalités sont exigibles sans mise en demeure préalable, exception faite des pénalités concernant le retard constaté dans le repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG – travaux, l'ensemble des pénalités applicables au présent marché sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG – travaux, le montant des pénalités est cumulatif et n'est pas plafonné.

17. Contrôle et réception des travaux

a. Opérations préalables à la décision de réception

Les travaux donnent lieu à une réception générale, en application de l'article 41 du CCAG – travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront.

Par dérogation à l'article 41.1 le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de l'avis susmentionné.

Par application de l'article 41.2 du CCAG – travaux, les opérations préalables à la décision de réception comportent également :

- La reconnaissance des prestations exécutées ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Par application de l'article 41.2 du CCAG – travaux, Les opérations prescrites ci-avant font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire.

Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

b. Opération de réception

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG – travaux, le maître d'œuvre a un délai de 20 jours suivant la date du procès-verbal pour faire savoir au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Conformément à l'article 41.3 du CCAG – travaux, au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

c. Délai de levé des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG – travaux, le titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons ayant fait l'objet de réserves, dans un délai d'un mois maximum suivant la date fixée pour l'achèvement des travaux.

A défaut, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Conformément à l'article 41.7 du CCAG – travaux, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

d. Mise à disposition

Les mises à dispositions d'ouvrage ou de partie d'ouvrage pourront être réalisées conformément à l'article 43 du CCAG – travaux.

e. Assurance

Le titulaire du marché, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants devront justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, qu'ils ont souscrit à :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des travaux (dit responsabilité civile).
- Toute assurances nécessaires à la couverture des responsabilités et prestations décrites au sein du présent document, cela comprend une assurance couvrant la responsabilité décennale au sens de l'article 1792 du Code Civil.

Il est entendu que les franchises ou exclusions éventuelles ne seront pas opposables à la CAF.

En supplément de l'article 8 du CCAG – travaux, et sans qu'il soit nécessaire que le titulaire reçoive une demande préalable du maître d'ouvrage ces assurances devront être justifiées à chaque renouvellement de la police.

18. Résiliation

Les dispositions de l'article 49 du CCAG – travaux sont applicables.

18.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 50.3 du CCAG – travaux, ainsi que :

- En cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- Lorsque le titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ;
- Lorsque le titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail.

18.2 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

L'article 50.4 du CCAG – travaux est seul d'application.

18.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

a. En cours d'exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de défaut et/ou mauvaise exécution par ce dernier d'une prestation, dans les conditions décrites aux articles 41.6 et 52 du CCAG – travaux.

b. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Dans ce cas, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au montant du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due au maître d'ouvrage.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

19. Lutte contre le travail illégal

a. Obligation d'identification des travailleurs

Le titulaire est tenu d'une obligation d'identification de toutes les personnes intervenant sur le chantier, doublée de l'obligation de tenir un registre établissant la liste exhaustive de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Ce registre doit être tenu à jour et mis à la disposition du maître d'œuvre et de toute autorité compétente. Sa production peut également être sollicitée par le maître d'ouvrage. Le respect de ces obligations s'impose également à l'ensemble des sous-traitants qu'ils soient directs ou indirects. Il appartient au titulaire d'en faire assurer le respect par ces derniers, tout en conservant l'entière responsabilité des personnes recrutées.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer à tout moment à l'ensemble des personnes présentes sur le chantier la « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics » ou « l'attestation provisoire » mentionnée aux articles R. 8292-1 et suivants du code du travail.

La non-présentation de cette carte implique de fait une expulsion du chantier de la ou des personnes, et une mise en demeure de l'entreprise titulaire de fournir la justification de la situation des salariés, ou de celle de ses cotraitants ou sous-traitants.

A défaut de production des justificatifs, le maître d'ouvrage adresse un signalement aux autorités en charge de la lutte contre le travail illégal.

b. Lutte contre le travail dissimulé

En application des articles D. 8222-5 du code du travail (ou D. 8222-7 pour un candidat établi à l'étranger), le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, l'attestation à jour de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations ou contributions.

c. Emploi de travailleurs étrangers ou détachés

En application des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail qu'il emploie ou que son sous-traitant emploie.

En application des articles R. 1263-12 et R. 1263-12-1 du code du travail, le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de fournir au maître d'ouvrage avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés sur le territoire national, une copie de la déclaration de détachement.

De même le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de déclarer tout accident d'un travailleur détaché auprès de l'inspection du travail dans les conditions prévues aux articles L. 1262-4-4 et R. 1262-2 du code du travail.

20. Autres obligations

a. Garantie et responsabilité

Les prestations réalisées par le titulaire sont assorties des garanties légales telles que définies par les articles 1792 à 1792-5 du code civil et définies à l'article 12 des présentes CCAP.

Au cours de cette période, l'entreprise est tenue de rectifier tous les défauts de fonctionnement quelle qu'en soit la nature.

b. Assurance qualité

L'entreprise doit mettre en œuvre toutes les dispositions permettant d'assurer que les études, achats et travaux sont conduits de façon telle que, à leur achèvement, les ouvrages et/ou installations livrés par ses soins respectent les obligations contractuelles préétablies au sein des différents cahiers des charges.

La démonstration de cette démarche d'assurance qualité sera apportée, au minimum, par la remise au maître d'œuvre de fiches d'autocontrôle.

Ces dernières porteront au minimum sur le listing du matériel installé et la vérification de son bon fonctionnement.

c. Responsabilité

Le titulaire du présent marché a une obligation de résultat, concernant les travaux objet de la présente consultation.

Le titulaire du marché reste entièrement responsable du résultat des travaux qui sera sanctionné lors de la réception et après pendant les délais de garanties au sens de l'article 1792-6 du Code civil.

La conformité des travaux et installations est regardé par rapport aux règlements et normes en vigueur, aux fonctionnalités décrites au sein du CCTP.

21. Protection des données personnelles

L'article 5.2 du CCAG – travaux est d'application directe.

22. Règlement des conflits

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable, dans un premier temps, les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige, notamment, sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 55 du CCAG – travaux, le tribunal judiciaire territorialement compétent est celui du lieu d'exécution du présent contrat compétent pour trancher le litige.

Ainsi, le tribunal judiciaire de Blois est compétent.

23. Dérogation au CCAG – Travaux de 2021

<u>Article du CCAP</u>	<u>Article du CCAG – travaux</u>
II. Partis aux marché	3.9
V. Cadre juridique et pièces contractuelles	4.1
VIII. Modalité d'exécution	28.1
IX. obligations du titulaire	6.2 7.2
XI. Modalité de règlement des comptes	12.4.4
XIV. Pénalités	19.3 ; 19.2.1 ; 19.2.3
XV. Contrôle et réception des travaux	41.1 ; 41.2 ; 41.6
XVI. Résiliation	44.2